

La droite revient à son intérêt qui est de protéger tous les brigandages financiers.

Jean Jaurès

# AVANCER ENSEMBLE

Journal des communistes  
de  
Villabé

Mars 2015

## AUX URNES, CITOYENS !

Dans quelques jours nous serons appelés à choisir celles et ceux qui nous représenteront à l'assemblée départementale. Aucun débat sérieux n'est organisé sur les compétences de ces nouveaux conseils qui, jusqu'à présent, jouent un rôle important dans le financement des politiques sociales, culturelles et sportives, des écoles, de l'aide à la petite enfance, aux handicapés, aux retraités ou dans des mesures incitatives à l'emploi.

Au lieu d'un tel débat qui pourrait faire du conseil départemental un bouclier social et écologique contre la crise et pour le mieux-être, nous assistons à un incroyable déferlement politicien, à mille lieues des préoccupations populaires. Ce dernier s'accompagne d'une promotion éhontée de l'extrême droite, à tel point qu'on a pu se demander, par exemple, si le Salon de l'agriculture n'était pas devenu le... festival du Front national. Ecœurant et abject !

Face à l'affaiblissement de la droite en crise, au rejet de la politique telle qu'elle se pratique, de puissants réseaux ont décidé de jouer avec le feu et de promouvoir l'extrême droite de la famille Le Pen. L'opération en cours, s'appuyant sur la lourde déception d'une large proportion de l'électorat de gauche et de l'écologie politique, vise à tétaniser une partie de nos concitoyens, les poussant à s'abstenir ou à limiter leur choix aux seuls candidats présentés par le parti gouvernemental. Cette maléfique stratégie conduit mathématiquement à faire progresser le Front national et à s'aligner sur les choix d'austérité, de précarité, de réduction des droits sociaux. Il faudrait donc oublier que ce sont précisément ces choix qui font le lit de la droite et de l'extrême droite pour prétendre combattre leurs candidats dans les cantons !

Force est de constater que le vote efficace et cohérent pour battre les candidats de droite et du FN est celui en faveur de femmes et d'hommes qui, sans ambiguïté, combattent leurs choix et dénoncent les manœuvres qui les favorisent. Pour notre canton, Bruno Piriou, conseiller général sortant bien connu de nos concitoyens, et Saliha Barkat incarnent cette volonté (suppléants : Dominique Loudière et Arnaud Duverne).

Un citoyen est aujourd'hui pénalisé de multiples manières : son pouvoir d'achat est abaissé, il paie en général plus d'impôts et de surcroît le gouvernement ôte les moyens financiers aux collectivités territoriales. Le 22 mars, l'occasion est donnée de refuser l'austérité et de réclamer de nouveaux choix de justice dans le cadre d'une nouvelle répartition des richesses. Le bulletin de vote reste un des meilleurs moyens d'expression.

Avec les candidats que nous soutenons, nous voulons porter dans les assemblées départementales des élus mobilisés contre l'austérité, pour le développement des services publics et l'orientation du crédit vers les besoins humains, des élus prêts à mener les combats qui sont indispensables contre la toute puissance des marchés financiers et pour renforcer la démocratie locale.

Les citoyens soucieux de renforcer l'égalité républicaine, d'affirmer leur volonté d'une politique de progrès social et démocratique au service de ceux qui souffrent de la crise ont tout intérêt à se déplacer le 22 mars prochain et se prononcer pour des candidats porteurs de ces valeurs.

Robert FOURMENTAL

***Le déferlement  
politicien  
s'accompagne  
d'une promotion  
éhontée de  
l'extrême-droite***

## MONSIEUR LE MAIRE PERD LA MEMOIRE...

Hier il proclame « *Je suis Charlie* » et soutient heureusement le respect du droit d'expression. Quelques jours après, il propose au conseil municipal d'adopter un dispositif permettant de mettre à l'abri d'éventuelles diffamations les élus de sa majorité. Un bâillon en quelque sorte puisque le droit à l'expression est une liberté fondamentale que tous doivent respecter et d'autant plus injustifié que tout citoyen s'estimant diffamé peut recourir aux tribunaux pour obtenir justice et réparation.

Avant-hier, faisant du porte à porte dans la Vieille côte durant la campagne des municipales, il faisait valoir que l'équipe de Madame Maggini voulait construire des logements dans le Cirque de l'Essonne. Il alertait les riverains et condamnait cette idée. Le voilà maintenant promoteur acharné de cette perspective. Quelle cohérence !

## ... D'AUTRES AUSSI

Jacques Picard, candidat à l'élection départementale, s'est fait le champion il y a peu encore du non cumul des mandats. Déjà élu conseiller régional vert, le voilà postulant à un poste de conseiller départemental. Dans le même temps, il se prononce pour la suppression des départements. Faut comprendre...

D'autres soutiennent - c'est leur droit - la candidature Dugoin présentée comme celle d'un homme expérimenté dans la gestion du conseil général dont il fut le président condamné et emprisonné pour des faits délictueux.

L'un déjà sanctionné plusieurs fois, d'autres, tels MM. Bechter, Dassault et Tron candidats complices, poursuivis en justice et risquant de l'être à leur tour.

Que d'inconstances !

## UNE PÉTITION UTILE

Un collectif citoyen initié par des Villabéens de diverses tendances fait circuler une pétition pour demander à la majorité municipale de renoncer à son projet de constructions de nouveaux logements à l'orée du Cirque de l'Essonne, dans les Bas-Cornus.

Elle rencontre un grand succès. L'objectif est simple et clair : il agit de préserver cet espace vert et de nature d'un nouveau grignotage pouvant, étape par étape, le laisser envahir par le béton.

Le maire semble un adepte de la construction à tout va : il soutient simultanément un autre projet de 500 logements vers Moulin galant. Si la commune doit respecter la loi SRU, renforcée encore par le gouvernement Valls, elle doit le faire dans des conditions et limites raisonnables. Des projets trop lourds s'accompagneraient de constructions d'écoles, nouvelles voies de circulation et autres charges supplémentaires que devra supporter la commune acculée alors à des hausses d'impôts.

On peut « chipoter » sur la rédaction du texte distribué dans nos boîtes à lettres, son objectif devrait toutefois l'emporter sans hésitation si l'on veut vraiment pérenniser notre « poumon vert », répondre à la fois aux besoins de logements des Villabéens et conserver une dimension humaine et agréable à notre cité.

